



Élections 2021 – liste **CGT-FSU-SUD** et sympathisant·e·s

**Construire ensemble une université solidaire, où chacun·e se sente respecté·e
et puisse travailler et étudier dans de bonnes conditions,
soutenir et défendre les personnels BIATSS, ITA, enseignant·e·s et chercheur·e·s de SU
et faire de SU une université éco-responsable : tels sont nos objectifs.**

Nous défendons un service public d'Enseignement Supérieur et de la Recherche laïc, gratuit et ouvert à toutes et tous. Ces valeurs fondamentales, nous les défendons déjà dans les conseils de SU, comme nos syndicats les défendent au niveau national en luttant pour l'ouverture de postes de titulaires, pour le maintien du statut de fonctionnaire et contre les réformes délétères qui se succèdent depuis plus de 10 ans (LRU, loi ORE-ParcourSup, Loi « Bienvenue en France », réforme des INSPE, Loi de programmation de la recherche, RIFSEEP...).

LES FAUSSES PROMESSES DE LA FUSION :

La fusion devait faire émerger une grande université omni-disciplinaire et permettre une harmonisation par le haut des conditions de travail et de rémunération entre les deux universités. Après quatre années, ces promesses n'ont pas été tenues :

- De nombreux collègues ont vu leur rémunération maintenue artificiellement par une « garantie indemnitaire » dont rien ne garantit la pérennité.
- La mise à niveau indiciaire pour les contractuel·les n'a pas été faite.
- Les bibliothécaires travaillent deux heures de plus pour le même salaire.
- Nos conditions de travail se sont dégradées dans les laboratoires et services représentant le cœur des métiers de l'université (enseignement et recherche) par le manque de personnels et la multiplicité des niveaux décisionnaires entre facultés et université.
- Au contraire, SU est vampirisée par une gouvernance boursouflée de 47 vice-doyen·ne·s, de chargé·e·s de mission et de conseiller·ère·s qui ne rendent compte qu'à la présidence et aux décanats.
- La démocratie universitaire, déjà mise à mal de réforme en réforme depuis la LRU, disparaît au profit d'une gouvernance managériale de type entrepreneuriale et les Conseils Centraux sont réduits à des chambres d'enregistrement.
- Nos élu·e·s incarneront le contre-pouvoir démocratique nécessaire face à des modes de

fonctionnement pervertis par l'autoritarisme et l'entre-soi. Nous savons à quoi nous engage un mandat électif : c'est à nos électeurs et électrices que nous rendrons des comptes et ce sont leurs voix que nous ferons entendre.

ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE, NOUS REVENDIQUONS :

- Le respect des prérogatives des conseils centraux dans l'élaboration de la politique scientifique et pédagogique de l'université comme dans la répartition des moyens.
- L'augmentation du financement de la recherche par des crédits récurrents dans tous les laboratoires, afin de favoriser une recherche indépendante des intérêts privés et de long terme : les appels à projet devraient rester exceptionnels et les collaborations scientifiques avec les entreprises doivent être équilibrées et à l'écart des lobbys industriels, de même, les enseignements n'ont pas à s'adapter aux bassins d'emploi.
- Le respect des libertés académiques attachées au statut des enseignant·es-chercheur·es, mises à mal par la précarité et les attaques sur le statut des fonctionnaires.
- La non-application des décrets LPR à SU, en particulier le refus des nouveaux contrats précaires (chaires de professeurs juniors, contrats de mission scientifique...).
- La liberté de chacun·e d'effectuer sa recherche dans un laboratoire hors SU sans incidence négative sur sa carrière.

- L'augmentation du nombre de contrats doctoraux, notamment en faculté des Lettres.
- Un audit sur l'ensemble des réformes d'enseignement mises en place ces dernières années : par exemple, les parcours majeures/mineures ont complexifié l'organisation des enseignements, créant de fortes hétérogénéités dans la formation des étudiant·e·s, favorisant le « saupoudrage » et abolissant la notion de progression dans l'enseignement.
- Un calendrier annuel des enseignements qui permette une vision sur l'année complète car la semestrialisation intégrale a conduit à des calendriers resserrés et quasiment intenable.
- L'augmentation du nombre d'heures en présentiel dans les parcours où ces heures ont été remplacées par du travail « en autonomie », ce qui correspond en réalité, à laisser les étudiant·e·s se débrouiller seul·e·s.

CONDITIONS DE TRAVAIL, NOUS EXIGEONS :

- La titularisation ou la CDIisation de tou·te·s les précaires exerçant des fonctions pérennes. Par ailleurs, le niveau des salaires des contractuel·e·s doit être harmonisé entre les 3 facultés et calqué sur la rémunération des titulaires, via l'application d'une grille de salaires à l'embauche et à l'avancement.
- La fin de la mise en concurrence généralisée entre collègues par des primes individualisées : les primes doivent être intégrées dans le salaire et l'IFSE (prime statutaire des BIATSS) doit être augmentée. La prime de fin d'année pour tous et toutes doit être réintroduite et non proratisée au temps de travail, car elle pénalise particulièrement les femmes majoritaires en temps partiel.
- La mensualisation et la revalorisation de l'heure de vacation des enseignements, actuellement de 41€ brut pour 4h de travail correspondant à 9€ brut de l'heure, soit moins que le SMIC horaire !
- Une indemnité compensatrice pour la journée de carence car la masse salariale de l'université ne change pas, que les agents soient en arrêt de travail ou pas.
- Un ajustement des barèmes de restauration, l'harmonisation des tarifs, une « indemnité panier » pour les agents sans service de restauration, une amélioration des repas à la cantine avec l'introduction d'une part de

nourriture bio et de circuits courts, et la revalorisation du quotient familial à 14 500 €.

- Des mesures en faveur de la réduction du temps de travail hebdomadaire à SU.
- Qu'aucune nouvelle réforme, aucune réorganisation de service, ne soit mise en place sans que soient étudiées ses effets sur les conditions de travail.
- Une politique active de lutte contre les discriminations et pour l'égalité femme-homme.

NOS REVENDICATIONS POUR LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT :

L'université doit encourager le développement de l'enseignement des enjeux environnementaux dès la première année de licence, dans les trois facultés, créer des parcours spécifiques « transdisciplinaires » permettant d'appréhender la crise environnementale sous différents aspects (scientifique, sociologique...), et mettre en place des cycles de formation pour les personnels.

Nous proposons qu'un débat sur certaines pratiques professionnelles dans les laboratoires et services soit lancé : recours excessif au numérique, matériel de laboratoire jetable, obsolescence programmée, multiplication des déplacements... En outre, de nombreuses initiatives locales pour mesurer les bilans-GES (gaz à effet de serre) sont nées de la volonté de collègues. L'université, qui a produit son propre bilan GES, se doit au moins de faciliter leur travail (bénévole) en leur donnant accès aux données essentielles. Nous agissons pour que ces bilans débouchent sur des mesures visant à réduire les GES.

Nous exigerons la mise en place de circuits clairs et contrôlés de recyclage des déchets, ce qui passe par la fin du recours à des entreprises privées de nettoyage adeptes du moins-disant social et environnemental.

Nous réclamerons la création de postes pérennes dans les services techniques afin de déployer des équipes capables de réparer et remettre en état le matériel ou les bâtiments endommagés et limiter ainsi le gâchis en équipement et la surconsommation d'énergie et de matières premières.

Contacts : Maison des syndicats, Campus Pierre et Marie Curie, barre 65-66, 5eme étage.